

COMITE DE SUIVI DES PROGRAMMES EUROPEENS 2014-2020 EN FRANCHE-COMTE

COMPTE-RENDU DE CONSULTATION ECRITE (Mai 2018)

Une consultation écrite du comité de suivi a été lancée le 9 mai 2018.

Cette consultation sollicitait l'avis du comité de suivi concernant le Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 Franche-Comté et Massif du Jura.

Conformément au Règlement UE 1303-2013 du 17 décembre 2013 « à partir de 2016 et jusqu'en 2023, chaque État membre soumet à la Commission un rapport annuel sur la mise en œuvre du programme au cours de l'exercice précédent. Les rapports annuels de mise en œuvre contiennent des informations-clés sur la réalisation du programme et de ses priorités au regard des données financières, des indicateurs communs, des indicateurs spécifiques du programme et des valeurs cibles quantifiées ».

Les contributions, autres que celles indiquant un avis favorable, sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Avis reçu	Contenu	Réponse de l'Autorité de gestion
SGAR – Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité	<p>Avis favorable sous réserve d'apporter des éléments sur le volet égalité femmes-hommes.</p> <p>-Les tableaux concernant le suivi des indicateurs ne présentent pas de données sexuées pour le volet FEDER.</p> <p>-Les données présentes pour le FSE ne font pas l'objet d'une analyse.</p> <p>-Les services instructeurs sont-ils vigilants quant au respect de l'égalité femmes-hommes par les porteurs de projets ?</p> <p>-Attention de ne pas démobiliser les porteurs de projets quant à la mise en œuvre de cette priorité qui devrait se renforcer en France afin d'annihiler les inégalités salariales entre les femmes et les hommes en particulier.</p>	<p>-Concernant le FEDER, les indicateurs de réalisation ne sont pas sexués dans la mesure où certains sont sans objet quant à la priorité femmes-hommes.</p> <p>-<u>Modification de la partie 2 « Vue d'ensemble de la réalisation du programme opérationnel » - 2.1 « informations clés sur la réalisation du programme opérationnel »</u>, comme suit : « Concernant l'axe 4 FSE, depuis le début de la programmation, le FSE a permis l'accompagnement de 9308 personnes dont 3 283 femmes soit environ 35% des effectifs. (...)D'après les premières données recueillies, 6 mois après la sortie de formation, 26 % des participants déclarent bénéficier d'une meilleure situation sur le marché de l'emploi : concernant les femmes, 27 % déclarent l'amélioration de cette situation. Il est à noter qu'en vue de l'évaluation d'impact prévue en 2021 concernant l'égalité de chances, il sera demandé au prestataire</p>

		<p>en charge du suivi à 6 mois d'établir des résultats et des analyses sexués lors des prochaines campagnes de suivi (lorsque le volume des personnes à interroger sera plus important pour permettre ce type d'analyse).</p> <p>-Un guide concernant les principes horizontaux a été réalisé en fin d'année 2017 afin de mobiliser les porteurs de projets et les accompagner quant à la prise en compte de ces principes lors de la construction et la mise en œuvre de leurs projets ».</p> <p>-La mise en œuvre de la priorité visant l'égalité femmes-hommes fait l'objet d'une appréciation par les instructeurs sur la base des critères définis dans le guide décrit ci-dessus.</p>
Union Sociale pour l'Habitat Franche-Comté	<p>Proposition d'ajout de compléments quant au contexte national du logement social :</p> <p><u>-Partie 3 « réalisations de l'axe prioritaire »-3.1 « vue d'ensemble » -axe 3 :</u> « dès l'été 2017 : annonce de la baisse des APL, projet de loi de finances 2018 avec notamment la création de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS)) laisse présager un ralentissement de la programmation ».</p> <p>- <u>Modification de la partie 6 « problèmes entravant la réalisation du programme et mesures prises »</u> : « le projet de loi de finances 2018 laisse présager un ralentissement de l'activité du côté des bailleurs sociaux qui, de fait ont bloqué les opérations de rénovation, compte tenu des perspectives annoncées de la future Réduction de Loyer Solidarité venant compenser la baisse des APL décidée par le gouvernement impactant leurs capacités d'investissement »</p>	<p>Modification de la partie 3 « réalisations de l'axe prioritaire »- 3.1 « vue d'ensemble » - axe 3, comme suit :</p> <p>« Le contexte national du logement social (baisse des aides au logement et projet de loi 2018) laisse présager un ralentissement de la programmation ».</p> <p>Cette partie étant limitée en nombre de caractères, les précisions complémentaires ont été apportées en partie 6.</p> <p>Modification de la partie 6 « problèmes entravant la réalisation du programme et mesures prises » : Concernant le contexte national du logement social, le projet de loi de finances 2018 laisse présager un ralentissement de l'activité du côté des bailleurs sociaux qui, de fait ont bloqué des opérations de rénovation, compte tenu des perspectives annoncées de la future Réduction de Loyer Solidarité venant compenser la baisse des APL décidée par le gouvernement impactant leurs capacités d'investissement ».</p>
SGAR-Préfecture de Bourgogne Franche-Comté	Interrogation quant à la valeur cible de l'indicateur IR11 "part de la voiture dans les déplacements domicile-travail" fixée à 78,80 % . Ce pourcentage est identique à la valeur de référence alors que l'objectif	La part de la voiture dans les trajets domicile-travail a augmenté rapidement au cours des années 2000. Elle augmente plus lentement depuis quelques années : elle était de 78,5 % en 2009, 78, 65 % en 2010 et 78,8% en

	de l'OS est de réduire l'utilisation de la voiture dans ces déplacements.	2011. Les experts estiment que cette augmentation ralentit. Ils prévoient un pic à la baisse suivi d'une stagnation qui permettra d'atteindre une valeur cible en 2023 égale à la valeur de référence.
CGT Comité régional Bourgogne Franche-Comté	<p>-Le document tel que présenté paraît difficilement lisible.</p> <p>-Les éléments d'appréciation donnés en synthèse, concernant la sous-réalisation des programmes, semblent incomplets.</p> <p>-La complexité des dossiers à monter, malgré la mise en place de l'accompagnement, reste toujours d'évidence un frein très important à l'engagement dans les projets, notamment pour les petites structures. Idem pour les nombreux documents/actes administratifs réclamés pour les opérations de suivi et de bilan du projet,...</p> <p>-Par ailleurs, la CGT regrette particulièrement la sous-réalisation du programme « aide à la qualification des demandeurs d'emploi », alors que les besoins sont très loin d'être satisfaits dans ce domaine.</p>	<p>-Les rapports annuels de mise en œuvre contiennent des informations-clés sur la réalisation du programme et de ses priorités au regard des données financières, des indicateurs communs, des indicateurs spécifiques du programme et des valeurs cibles quantifiées.</p> <p>La trame du document doit répondre à un formalisme imposé par la Commission Européenne.</p> <p>-En tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens, la Région Bourgogne Franche-Comté est responsable de la bonne gestion et de la sécurisation des demandes de cofinancements. C'est pourquoi, le montage et le suivi des dossiers de demandes de cofinancements européens sont soumis à des procédures strictes. Le porteur de projet doit, en effet, se montrer en capacité de suivre son dossier.</p> <p>Les instructeurs s'efforcent au quotidien à accompagner les porteurs de projets.</p> <p>-Le FSE vise le cofinancement d'actions de formation. La typologie même de certaines actions (formations illettrisme et analphabétisme, apprentissage) appelle en effet à une certaine vigilance dans la mesure où certains publics sont plus difficiles à mobiliser. Les risques de sous-réalisations sont compensés par des programmations supplémentaires.</p>

Fait à Bejaucourt le

24 MAI 2018

La Présidente
du Conseil Régional

Pour la Présidente et par délégation
Vice-président

Patrick AYACHE

Le Préfet de région

Pour le Préfet de la région
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation
L'adjointe au secrétaire général
pour les affaires régionales

Nathalie DAUSSY

